

Tshisekedi pris dans l'étau de Kabila



Pas un sénateur élu pour le parti du président

Analyse Hubert Leclercq

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti de Félix Tshisekedi, investi président de la République démocratique du Congo (RDC) le 24 janvier dernier après un scrutin présidentiel et législatif national et provincial largement critiqué, s'est réveillé avec une solide gueule de bois, ce samedi 16 mars, au lendemain de l'élection indirecte des sénateurs (désignés grâce aux voix des élus provinciaux). Bilan, sur 100 sièges en jeu (huit sièges doivent encore être attribués après les scrutins dans les provinces du Nord-Kivu et dans le Mai-Ndombe, reportés à la fin de ce mois), le parti du nouveau président n'en décroche aucun. Zéro pointé pour l'UDPS, du jamais-vu alors qu'il n'a jamais, officiellement, été aussi puissant et qu'il détenait notamment la majorité des sièges dans la province de Kinshasa. Pour devenir sénateur, le candidat devait compter sur quatre voix, ce qui laissait espérer au moins trois sièges "faciles" pour le parti de Félix Tshisekedi

qui dispose de douze élus provinciaux dans la capitale.

1 Comment expliquer ce résultat?

Depuis des semaines, les témoignages abondaient qui citaient tous des "achats" de voix des élus provinciaux par des candidats essentiellement issus du sérail kabiliste. Dès la mi-février, certains candidats sénateurs tiraient la sonnette d'alarme ou jetaient l'éponge, incapables de rivaliser financièrement face à des candidats "nantis". "Il y a deux semaines, il fallait déjà compter 20 000 dollars par voix. En quinze jours, les prix ont été multipliés par 5, c'est du jamais-vu. Certains ont vraiment peur d'être rattrapés par la justice et sont prêts à de gros sacrifices pour obtenir leur siège. Des ministres sanctionnés par les États-Unis ou l'Union européenne sont particulièrement généreux", nous expliquait-on de Kinshasa le 15 février. "Si l'on n'y prend pas garde, le Sénat aura des allures de salon mondain où se retrouveront tous ceux qui ont pillé le pays", expliquait, le même jour, un

candidat qui avait dû dire adieu au renouvellement de son mandat, faute de pouvoir "suivre" les montants proposés par ses adversaires. "Il est vital que le nouveau président fasse auditer tous les futurs sénateurs. C'est essentiel pour sa crédibilité et celle du Sénat. Il serait sain qu'il reporte l'ouverture du Sénat pour imposer cet audit de tous les candidats. Il faut que l'on audite leur parcours, leurs avoirs, comment ils ont réussi à empêcher autant d'argent parfois. Ce serait un message très fort du nouveau président et la preuve qu'il ne dépend pas complètement de son prédécesseur", proposait alors ce candidat. Le procureur général de la République allait dans le même sens la semaine dernière et a demandé à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) que ce scrutin soit postposé pour lui permettre d'investiguer sur ces accusations de corruption. Une demande rejetée par la Ceni. Depuis vendredi, l'UDPS a rejoint les rangs de ces "contestataires", parlant ouvertement de corruption et annonçant même qu'il allait lancer des poursuites pour corruption contre ses propres élus qui ont voté pour des candidats du clan Kabila. "S'il y a des corrompus, c'est qu'il y a des corrupteurs", explique-t-on aussi dans les rangs de l'UDPS.

2 L'UDPS appelle à de nouvelles élections sénatoriales

Depuis vendredi soir et l'annonce de la Bérézina pour l'UDPS, les membres de ce parti ne se sont pas fait prier pour dire leur mécontentement. Des manifestations, parfois violentes, ont été signalées à Kinshasa (devant le parlement provincial et le siège de l'UDPS à Limete), à Mbuji-May (le fief de la famille Tshisekedi dans le Kasai oriental) ou encore à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. Si les "combattants" (les membres purs et durs de l'UDPS) se sont "contentés" d'incendier des pneus et de barrer le boulevard Lumumba dans la capitale, les affrontements ont été violents à Mbuji-May où l'on déplore la mort d'un policier.

Face à cette colère interne, Jean-Marc Kabund, le président délégué de l'UDPS, a appelé ce dimanche à de nouvelles élections... sénatoriales. "Nous rejetons ces élections parce que nous pensons que c'est une violation flagrante de notre constitution. Bien entendu nous appelons à la réorganisation des élections des sénateurs. Non seulement les élections des sénateurs, mais aussi l'élection des bureaux des assemblées provinciales." La Cour constitutionnelle, qui s'est montrée insensible aux recours introduits par Martin Fayulu, le candidat à la présidentielle qui conteste les résultats du scrutin du 30 décembre, pourtant clairement critiqué de toutes parts, peut-elle être sensible aux démarches du parti de Félix Tshisekedi? La Ceni, elle, a en tout cas entériné le résultat de la sénatoriale.

3 Félix Tshisekedi en difficulté face à son propre parti

À peine rentré de son déplacement au Kenya, Félix Tshisekedi a expliqué, par la voix de son directeur de

- Le parti présidentiel n'a obtenu aucun siège au Sénat.
- La plateforme de Joseph Kabila fait le plein avec 90 élus sur 100
- Félix Tshisekedi est pris dans les tenailles de son prédécesseur.

cabinet Vital Kamerhe, qu'il allait annoncer des mesures importantes ce lundi suite à ces élections. Le communiqué de la présidence annonce que Félix Tshisekedi a reçu les délégués des militants de sa plateforme électorale "frustrés par le comportement de leurs députés provinciaux, pour les inviter au calme et les informer de la tenue ce lundi d'une importante réunion institutionnelle, à l'issue de laquelle d'importantes mesures seront annoncées, dans le strict respect de la Constitution et de la loi électorale, pour préserver la crédibilité du processus électoral et la paix sur l'ensemble du territoire national".

L'attitude du président fait déjà réagir tant dans les rangs de l'opposition que dans le clan Kabila où certains épinglent la "légèreté" de cette démarche. "Les réunions interinstitutionnelles sont régies par la loi et ne se font pas à l'envi", explique un opposant. "Le président doit être au-dessus des partis. Il ne peut pas recevoir ses militants fâchés et leur promettre d'agir pour les satisfaire, ceci sous le sceau de son rôle de chef de l'État", lance-t-on dans les rangs de l'ancienne majorité présidentielle.

4 La réponse de Joseph Kabila en interne et sur la scène internationale

Avec ce scrutin, le Front commun pour le Congo (FCC), la plateforme politique du président sortant Joseph Kabila, pourtant largement défaite à la présidentielle, dispose d'une majorité absolue au Parlement congolais avec 341 élus sur 500 à l'Assemblée nationale et 90 sur 100 au Sénat (sans oublier le siège dévolu à Joseph Kabila en tant que sénateur à vie) en attendant le vote dans les deux provinces privées de scrutin en décembre dernier. Une majorité qui le rend incontournable dans la confection de l'exécutif qui ne devrait plus tarder à être mis sur pied. Joseph Kabila, contraint de céder la présidence à "une opposition", n'a

pris aucun risque en s'octroyant cette majorité plus qu'absolue qui lui permettra de maintenir ses hommes à la tête du gouvernement et des deux assemblées (Chambre et Sénat). Le maître du jeu, c'est lui. Léonard She Okitundu, le ministre des Affaires étrangères sortant, qui avait brigué le Sénat en 2007 mais s'était fait "chipper" le perchoir par un Léon Kengo Wa Dondo, passé maître dans les alliances politiques, est de nouveau en selle pour décrocher, cette fois sans sourciller, la présidence de la haute assemblée. Un poste qui lui conférerait le titre de second personnage de l'État et de successeur du président si ce dernier devait être en incapacité de poursuivre son mandat.

5 Que peut faire Félix Tshisekedi?

Félix Tshisekedi n'a pratiquement aucune marge de manœuvre. Depuis son arrivée à ce poste, il est poussé dans le dos par plusieurs États (africains mais pas seulement) qui lui conseillent de prendre ses distances par rapport à Joseph Kabila. Pure hypocrisie. Tshisekedi

n'a pas les cartes en main pour s'émanciper de l'ancien président. Demain, s'il veut satisfaire sa base, il devra défier la Kabilie. Il va devoir choisir entre être le président des institutions au sein desquelles il est totale-

ment marginalisé ou le président de la rue! S'il choisit la rue, il risque ni plus ni moins que la destitution car il sera accusé d'être l'instigateur du renversement de l'ordre institutionnel. Tshisekedi est pris dans les mailles de la Kabilie.